

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
les services de l'Etat en Vaucluse  
DREAL PACA unité interdépartementale Vaucluse Arles  
84905 Avignon Cedex 9

Avignon, le 03/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ETEX France Building Performance**

3070 Route de Blauvac  
84380 Mazan

Références : D-0135-2026  
Code AIOT : 0006401643

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement ETEX France Building Performance implanté 3070 Route de Blauvac 84380 Mazan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

l'inspection effectuée le 24 mars 2026 a été effectuée dans le cadre de l'action régionale menée par la DREAL PACA sur la prise en compte du risque ATEX au sein des ICPE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETEX France Building Performance
- 3070 Route de Blauvac 84380 Mazan
- Code AIOT : 0006401643

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Etex France Building Performance exploite une usine de fabrication de produits à base de plâtre, sur la commune de MAZAN. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2520 et de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées notamment par l'arrêté préfectoral du 24 avril 2009, modifié par l'arrêté du 28 février 2017.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 11

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
5	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Demande d'action corrective	2 mois
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 6 non-conformités au cours de cette visite, relatives à la prise en compte du risque ATEX et du risque d'incendie. L'inspection des Installations Classées propose à monsieur le Préfet de Vaucluse, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 48, 60, 65 et 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Des actions correctives sont également demandées concernant la maîtrise du risque d'incendie et d'explosion. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet d'engager les suites administratives

prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente son document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) référence 17102734/BOL du 16 février 2018, établi par l'APAVE. Pour chaque secteur du site, le document présente : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'analyse fonctionnelle des installations ;</li><li>• les caractéristiques des substances utilisées ;</li><li>• l'identification des sources de dégagement à l'origine d'une atmosphère explosive (gaz, additifs pulvérulents,...). Le document précise que la poussière de gypse n'est pas combustible ;</li><li>• le dimensionnement des zones à risques d'explosion en tenant compte des mesures de prévention existantes et proposées.</li></ul> L'inspection relève que ce document : <ul style="list-style-type: none"><li>• ne se positionne pas explicitement sur la prise en compte du risque ATEX pour les équipements antérieurs au marquage CE mis en place depuis 2003 (par exemple, au niveau de l'atelier SPA) ;</li><li>• ne comporte pas de plan (cf également pdc suivant) ;</li><li>• n'a pas été mis à jour à la suite des dernières modifications du site (suppression de l'activité carreaux de plâtres, des cuves de résidus de pétrole,...).</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit, sous 3 mois, transmettre une mise à jour de son analyse du risque ATEX prenant en compte les lacunes identifiées ci-avant.  Concernant les équipements électriques et les équipements non électriques possédant au moins une source d'inflammation propre, mis en service avant le 30/06/2003, l'analyse du risque devra comporter une justification quant à la conformité du fonctionnement des équipements en atmosphère explosible.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Plan général des zones à risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des zones à risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- [...] ;</li> <li>- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;</li> <li>- [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente un plan des secteurs ATEX de l'usine établi récemment (document non référencé, non daté). Ce document présente la localisation des zones ATEX par atelier, sans toutefois préciser la nature du risque (secteurs 0, 1, 2 et/ou 20, 21, 22 des différentes zones ATEX).</p> <p>L'inspection relève également que certaines zones ATEX mentionnées dans le DRPCE ne sont pas représentées sur le plan (par exemple, le laboratoire).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, transmettre une mise à jour de son plan des secteurs ATEX prenant en compte les lacunes identifiées ci-avant. Une mise en cohérence globale est à réaliser, en lien avec l'actualisation de l'analyse de risque (cf PdC n°1).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] A. - Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles</p>

sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]

#### Constats :

L'exploitant présente les 3 derniers rapports de vérification des installations électriques au niveau de l'usine, établis par l'APAVE et liés au contrôle effectué du 5 au 16 janvier 2026 :

- rapport A511160556-007-1 - ERT du 19/01/2026 relatif au réseau HT, aux matériels et locaux de transformation HT/BT et aux TGBT principaux des différentes installations. L'attestation Q18 associée mentionne que les équipements peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion en raison de l'existence de locaux à risque d'incendie et/ou zones à risque d'explosion pour lesquels l'installation ne répond à aucune des deux conditions suivantes :
  - Présence, bonne adaptation, bon fonctionnement du ou des dispositifs assurant la signalisation ou la coupure au 1er défaut d'isolement ;
  - Protection des circuits alimentant ces locaux ou zones par dispositifs à courant différentiel résiduel de seuil égal à 300 mA ;
- rapport A511160557-007-1 - ERT du 19/01/2026 relatif à l'atelier « usine poudres ». L'attestation Q18 associée mentionne que les équipements peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion en raison de :
  - Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités ;
  - Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel ;
- rapport A511160560-007-1 - ERT du 19/01/2026 relatif à l'atelier « usine carreaux et pateux ».

L'exploitant précise que les secteurs non-conformes, ayant motivé les Q18 mentionnant un risque d'incendie ou d'explosion (postes HT, réfectoire, bungalows et bascule) ne comportent pas de zones ATEX, tel que mentionné dans le DRPCE. Par ailleurs, il indique que des actions correctives sont menées après chaque contrôle périodique électrique, sans toutefois qu'une nouvelle attestation Q18 soit émise afin de justifier de la suppression des risques d'incendie et d'explosion.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 2 mois, finaliser les actions correctives engagées sur ses installations électriques et transmettre de nouvelles attestations Q18 justifiant de la suppression des risques d'incendie et d'explosion.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Identification des zones à risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques

**Prescription contrôlée :**

[...] les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la

présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

#### **Constats :**

Un contrôle par sondage de l'affichage sur site a été effectué au niveau de l'atelier « pâteux » (malaxeur, encreuse, arrivée gaz) et de l'atelier « SPA » (groupe d'aspiration filtration, zone trémie et mélangeur). La présence de la signalétique ATEX a été constatée au niveau des équipements, avec notamment :

- Le niveau de la zone (atelier SPA : zone 20 au niveau du « groupe d'aspiration filtration », zone 21 au niveau de la trémie de vidange des sacs et big bags - atelier pâteux : zone 2 au niveau des bidons d'encre près de l'encreuse, zone 21 du mélangeur) ;
- La présence des consignes à observer (l'interdiction de téléphone portable, de fumer ou vapoter, d'apporter du feu).

Concernant la formation des opérateurs, la société ETEX précise que :

- actuellement, la gestion du risque se fait à travers l'établissement des permis feu ;
- le site ne dispose pas de consignes générales sur la prise en compte du risque ATEX ;
- un support de formation spécifique est en cours d'élaboration, en lien avec la mise en place du nouveau panneauage.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous 3 mois, établir des consignes générales liées à la prise en compte du risque ATEX et s'assurer de leur diffusion aux personnels concernés, y compris à chaque nouvel arrivant.

L'affichage des zones ATEX devra également être mis à jour, à la suite de la révision de l'analyse de risque (cf PdC n°1).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 5 : Formation d'atmosphère explosive**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ventilation des locaux

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un contrôle par sondage des dispositifs actifs de ventilation/aspiration prévus par le DRPCE a été effectué. En particulier, le DRPCE demande à ce que la zone 21 liée à la trémie de vidange des sacs et big bags du mélangeur de l'atelier de préparation des solutions mères « SPA » soit raccordée au groupe d'aspiration filtration. Le document prévoit également que les poudres non-combustibles soient introduites en premier au niveau de la trémie du mélangeur.</p> <p>L'inspection relève également que le DRPCE mentionne l'existence d'une seule zone 20 pour le site, au sein de laquelle le risque d'explosion est permanent en raison de la présence de poussières combustibles, au niveau du filtre du groupe d'aspiration précité. Le document impose la présence d'un évent d'explosion sur le filtre, raccordé à l'extérieur du bâtiment.</p> <p>Lors de la visite, il est apparu que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la trémie est bien raccordée au groupe d'aspiration, lui-même classé en zone ATEX ;</li> <li>• la recette incorporant du DLP en big bag prévoit l'introduction en premier de cette poudre combustible, contrairement au protocole prévu par le DRPCE ;</li> <li>• la présence de l'évent d'explosion a pu être constatée au niveau du filtre du groupe d'aspiration de l'atelier SPA. Cet évent est bien raccordé à l'extérieur du bâtiment.</li> </ul> <p>Enfin, le DRPCE mentionne pour l'atelier de préparation des solutions mères SPA la nécessité de maîtriser les dépôts de poussières (épaisseur &lt; 2mm), afin d'éviter de créer une zone 22 au niveau des équipements et des structures métalliques. L'exploitant présente la démarche de nettoyage mise en place par le personnel de l'entreprise, avec le planning d'intervention quotidien. Toutefois, il ne dispose pas de document opérationnel (consigne, protocole,...) faisant le lien entre les opérations de nettoyage et la maîtrise du risque ATEX.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mettre en place un protocole de nettoyage définissant les mesures nécessaires à la maîtrise du risque ATEX lié au dépôt de poussières combustibles sur les équipements et structures (fréquences nettoyage, témoins, contrôles périodiques,...) ;</li> <li>• revoir ses recettes afin que les poudres non combustibles soient introduites en premier, lors de la préparation des mélanges.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>



**N° 6 : Conformité des appareils**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

**Thème(s) :** Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

**Constats :**

Lors de la visite terrain, un contrôle par sondage du marquage des équipements a été effectué au niveau :

- de la trémie du mélangeur de l'atelier SPA (zone 21) : cet équipement, fabriqué antérieurement à 2003, ne dispose pas de marquage ;
- du groupe de filtration « Donaldson Torit DCE » associé de la trémie du mélangeur de l'atelier SPA (zone 20) : la présence d'une plaque a pu être constatée ; toutefois, sa lecture n'a pu être réalisée compte tenu de son positionnement en hauteur la rendant inaccessible sans moyens spécifiques ;
- du mélangeur « Mecano Industrie » de l'atelier pâteux (zone 21) : la plaque de cet équipement, fabriqué en 2008, n'a pas pu être retrouvée.

En salle, l'exploitant présente la documentation relative aux équipements suivants :

- mélangeur « Mecano Industrie » : l'attestation de conformité présentée ne vise pas la directive ATEX 94/9/CE. L'exploitant n'est donc pas en mesure de justifier de la conformité de cet équipement vis à vis des exigences en matière de sécurité liées au risque ATEX ;
- dépoussiéreur « Donaldson Torit DCE » : la documentation comporte une notice avec la reproduction de la plaque de l'équipement, dont un marquage CE. L'inspection relève que la reproduction de la plaque ne comporte pas le numéro de l'organisme notifié. L'appareil est marqué « 3 D », ce qui correspond à une utilisation dans une atmosphère poussiéreuse où le risque ATEX n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal (zone 22) : or, le filtre est classé en zone 20 dans le DRPCE, dans laquelle le risque ATEX est permanent. Cet équipement ne semble donc pas adapté à ses conditions de fonctionnement.

L'inspection relève que le DRPCE ne se positionne pas sur la compatibilité de la conception et de l'installation de la trémie du mélangeur de l'atelier SPA (équipement installé avant 2003, non marqué CE ou UE) vis à vis de ses conditions de fonctionnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

l'exploitant doit, sous 3 mois :

- justifier de la compatibilité de la conception de la trémie du mélangeur de l'atelier SPA vis à vis de ses conditions de fonctionnement en zone ATEX ;
- justifier de la conformité du mélangeur « Mecano Industrie » situé dans l'atelier pâteux, vis à vis de la directive ATEX 94/9/CE ;
- justifier du caractère adapté du dépoussiéreur « Donaldson Torit DCE » vis à vis de ses conditions de fonctionnement.

Il est également demandé à l'exploitant, sous 6 mois, de mener les vérifications suivantes pour l'ensemble des équipements situés en zone ATEX sur le site :

- présence des plaques signalétiques pour les équipements mis en service à partir du 30 juin 2003, ainsi que de la documentation associée ;
- adéquation des équipements avec leurs conditions de fonctionnement en zone ATEX ;
- prise en compte des consignes des fabricants issues des notices au sein des procédures de suivi et de maintenance des équipements en zone ATEX ;
- pour les équipements mis en service avant le 30 juin 2003, justifier dans l'analyse de risque de la compatibilité de leur conception vis à vis de ses conditions de fonctionnement en zone ATEX.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois